

unicef 

pour chaque enfant

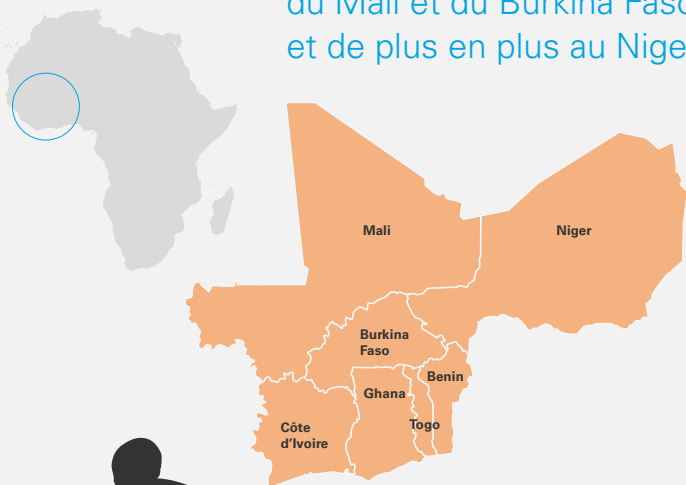
UNICEF | **SOS Enfants** | Mars 2023

ENFANCE EN PÉRIL AU SAHEL CENTRAL

Dix millions d'enfants ont besoin d'une aide humanitaire alors que conflits et crise climatique s'intensifient dans la région



Le conflit armé qui sévit dans la région du Sahel central touche de plus en plus d'enfants, mettant en grave péril leur existence et leur avenir. À mesure que les affrontements militaires s'intensifient et que les tactiques atteignent des niveaux de violence inédits, les enfants sont directement pris pour cible par les groupes armés non étatiques qui opèrent dans de larges parties du Mali et du Burkina Faso, et de plus en plus au Niger.



© UNICEF/N0794067/Modèle/Spaith

Marcel Mustapha, 16 ans, se souvient parfaitement des coups de feu qu'il a entendus lorsqu'il a fui son village du sud-est du Burkina Faso avec sa mère, après que celle-ci a « vu les hommes armés ligoter [son] père et l'emmener ».*

Marcel et sa mère ont marché pendant deux jours pour atteindre Nadiagou, où ils ont été de nouveau poursuivis par des hommes armés. Sa mère a gagné le nord du Bénin pour tenter de retrouver sa fille et un fils plus jeune qui avaient fui auparavant, mais Marcel est resté près de la frontière, où il a travaillé dans la rue, accostant des clients et portant des bagages pour les chauffeurs de taxi.

Quelques mois plus tard, une ONG a donné à Marcel la somme qui lui manquait pour payer le trajet d'une centaine de kilomètres jusqu'à Tanguiéta, un important lieu de

convergence des réfugiés burkinabés dans le nord du Bénin. C'est là-bas, vêtu des seules possessions qui lui restaient, un tee-shirt jaune et un jean en haillons, qu'il a enfin pu retrouver sa famille grâce à des travailleurs sociaux du Centre de promotion sociale, un organisme gouvernemental soutenu par l'UNICEF.

Si l'école que fréquentait Marcel au Burkina Faso a fermé ses portes il y a trois ans en raison de l'insécurité, le jeune garçon est néanmoins déterminé à rattraper son retard. Parallèlement, il se sent contraint de retrouver du travail pour nourrir sa famille. Les travailleurs sociaux l'ont inscrit à l'école. Marcel affirme se sentir désormais protégé, mais ne sait pas encore s'il se sentira un jour suffisamment en sécurité pour rentrer chez lui.

L'année 2022 a été particulièrement violente pour les enfants du Sahel central, voire la plus meurtrière depuis le début du conflit armé dans le nord du Mali il y a plus de dix ans.



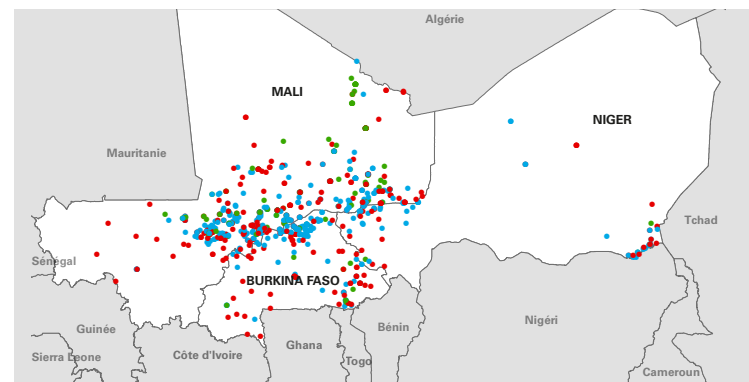
Au **Burkina Faso**, il a été attesté que le nombre d'enfants tués au cours des neuf premiers mois de 2022 avait été multiplié par trois par rapport à la même période en 2021. La plupart du temps, les enfants sont décédés des suites de blessures par **armes à feu** infligées au cours d'attaques menées contre leurs villages, ou à cause d'engins explosifs improvisés ou de restes explosifs de guerre.

Au **Mali**, au cours du seul premier semestre 2022, plus de **480 cas de recrutement et d'utilisation d'enfants par des groupes et forces armés** ont été constatés, un chiffre qui a triplé par rapport à la même période en 2021.

Au **Niger**, plus de **200 violations graves ont été commises contre des enfants entre juillet et septembre 2022** dans les régions frontalières du **Burkina Faso** et du **Mali**, impliquant pour la plupart le recrutement et l'utilisation forcés **d'enfants au sein de groupes armés**.

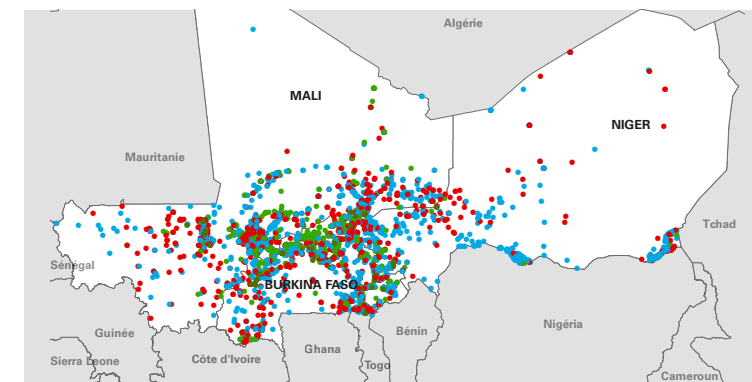


Carte 1 : **Incidents de sécurité au Sahel central** en 2018



Type d'incident : ● Affrontements ● Explosions/violence à distance ● Violence envers les civils

Carte 2 : **Incidents de sécurité au Sahel central** en 2022



Source : ACLED

Certains enfants ont été contraints de se battre, tandis que de nombreux autres ont occupé des fonctions de support, recueillant par exemple des renseignements ou officiant en tant que cuisiniers, gardes ou portiers. Des centaines d'enfants ont été enlevés dans les trois pays, dont une grande proportion de filles.

Les opérations de sécurité nationale contre les groupes armés ont également entraîné de nombreux décès, blessures et arrestations d'enfants, et plusieurs écoles et hôpitaux ont été endommagés ou détruits au sein des trois pays. Des dizaines d'enfants ont été capturés au cours d'opérations militaires en raison d'associations supposées avec des groupes armés, et si la plupart ont été remis aux structures étatiques de protection de l'enfance, plusieurs ont été détenus pendant de longues périodes, faute pour certains de documentation attestant qu'ils étaient bien mineurs.

Au cours du premier semestre 2022, le nombre de violations graves contre des enfants attestées au Sahel central a été presque aussi élevé que sur l'ensemble de l'année 2021, dont le chiffre était déjà 85 % plus haut que l'année précédente.

Minutieusement vérifiés par l'Organisation des Nations Unies (ONU), ces chiffres n'offrent cependant qu'un tableau partiel de la véritable ampleur des violences infligées aux enfants. Les violences d'ordre sexuel font partie des moins signalées, souvent parce que les survivant(e)s ne souhaitent pas se faire connaître, principalement en raison de la stigmatisation à laquelle ils ou elles seront confronté(e)s, de la rareté des services qui leur sont disponibles et de la faible probabilité que les auteurs des violences soient traduits devant la justice.

LES ENFANTS SONT EN PREMIÈRE LIGNE DU CONFLIT ARMÉ

Au cours des premières années de la crise, les groupes armés ciblaient leurs attaques sur les infrastructures et le personnel de sécurité. Ils épargnaient généralement les enfants et les civils. Leurs tactiques actuelles indiquent qu'ils sont désormais nombreux à chercher à infliger un maximum de pertes et de souffrances aux communautés.

Au Mali, les partenaires de la protection de l'enfance ont fait part d'incidents récents au cours desquels il a été rapporté que des enfants avaient été ciblés spécifiquement de manière à ne jamais pouvoir exercer de représailles sur les attaquants.

En outre, les parties au conflit exploitent les rivalités ethniques qui montent les communautés les unes contre les autres. L'insécurité omniprésente a entraîné la création de groupes d'autodéfense dans les communautés, dont certains sont soutenus par les pouvoirs publics, ainsi que d'autres milices qui considèrent les garçons comme des adultes capables de prendre les armes. Les groupes armés, qui estiment que ces groupes d'autodéfense sont soutenus par leurs communautés, s'en prennent ainsi aux combattants et aux civils, y compris aux enfants, sans distinction.

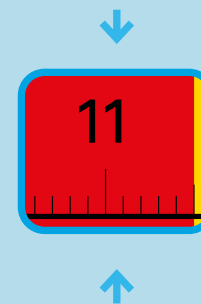
Certains enfants sont poussés au combat en raison du décès de leurs parents, d'autres par pur dénuement. Un certain nombre d'enfants qui sont parvenus à fuir les forces et groupes armés et ont suivi des programmes de réintégration soutenus par l'UNICEF indiquent qu'ils ne peuvent plus revenir chez eux de peur d'être rejetés, voire tués, par leurs communautés.

Depuis 2021, les groupes armés non étatiques détruisent les réserves de nourriture dans une région du monde qui fait partie des plus touchées par la famine et la malnutrition.

D'après les enquêtes sur la nutrition publiées en décembre 2022, plus de **20 000 personnes de la région du Liptako-Gourma**, zone frontalière entre les trois pays et foyer d'insécurité, seront confrontées à une **« situation de catastrophe »** en matière de sécurité alimentaire d'ici à la prochaine période de soudure en juin 2023.

Le conflit armé vient en effet s'ajouter à des problèmes internationaux plus larges tels que la guerre en Ukraine ou l'impact socioéconomique dramatique de la COVID-19.

Dans la région Centre du Burkina Faso, qui accueille de nombreuses familles déplacées, le nombre d'enfants traités pour malnutrition aiguë sévère en 2022 était en augmentation de **50 % par rapport à l'année précédente**.



Des villes et des villages entiers sont encerclés par des groupes armés. La ville de Djibo au Burkina Faso, par exemple, est soumise à un blocus depuis février 2022, emprisonnant de fait environ 350 000 personnes, y compris des milliers de familles déplacées. Les agriculteurs et gardiens de troupeaux ne peuvent plus s'occuper de leurs champs et de leur bétail. La population dépend de la nourriture et des autres fournitures essentielles livrées par voie aérienne par le Gouvernement ou le Service aérien d'aide humanitaire des Nations Unies.

Fin 2022, une mission déployée à Djibo assistée par l'UNICEF a permis de découvrir que seuls cinq des 51 centres de santé étaient encore fonctionnels dans le district, en plus des huit établissements proposant des services de santé et de nutrition. Les écoles avaient fermé leurs portes et le seul apprentissage disponible était celui dispensé dans les espaces temporaires d'apprentissage soutenus par l'UNICEF et via l'enseignement par radio. Le marché de la ville n'existait plus et les rares étals toujours présents sur le bord de la route vendaient des feuilles pour toute nourriture, ainsi que du bois. Des foules de femmes, rassemblées autour du centre du district, cherchaient de l'aide depuis des heures.

Djibo fait partie des lieux du Burkina Faso qui ont connu une augmentation des attaques contre les infrastructures d'approvisionnement en eau, une tactique utilisée pour forcer les communautés à se déplacer.

Cinquante-huit points d'eau ont ainsi été attaqués au Burkina Faso en 2022, contre 21 en 2021 et 3 en 2020. Des camions-citernes soutenus par l'UNICEF ont été brûlés, et des installations de stockage d'eau détruites.

Ces attaques incluent la destruction volontaire des réseaux d'eau, via la coupure des lignes à haute tension ou la destruction des générateurs ou des tableaux électriques au niveau des stations de pompage qui alimentent les systèmes urbains d'approvisionnement en eau. Les pompes à eau manuelles et les installations de stockage sont aussi visées. Des hommes armés menacent les femmes qui se rendent aux points d'eau en tirant des coups de semonce, et les sources de distribution d'eau sont empoisonnées au moyen de combustible ou de carcasses d'animaux.

Initialement concentrées dans la région du Sahel du Burkina Faso, les attaques s'étendent désormais jusqu'aux régions du Centre-Nord, du Nord et de la Boucle du Mouhoun, entraînant des conséquences désastreuses pour les enfants. Plus de 830 000 personnes, dont plus de la moitié sont des enfants, n'ont désormais plus accès à l'eau potable en raison de ces attaques ; soit le double du nombre de personnes auxquelles l'aide humanitaire a pu fournir de l'eau au cours de la même période.



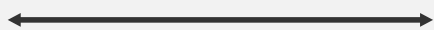
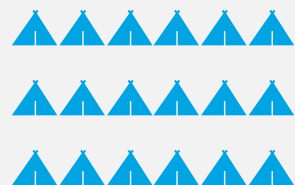
© UNICEF/UN0752998/Dejongh

Hayat, 13 ans, a pris la fuite après l'attaque de son village dans la région de Tillabéri, au Niger. « Ils ont rassemblé tout le village dans une cour et ont mis les hommes d'un côté et les femmes de l'autre. Ensuite, ils ont commencé à tuer les hommes et les garçons, grands et petits, pendant que les femmes, les mères et les filles regardaient, impuissantes. Ils se sont assurés qu'il ne restait aucun homme, puis ont averti les femmes qu'elles devaient partir. Alors que les femmes enterraient leurs proches, et espéraient partir dans la matinée, les bandits sont revenus et en ont tué certaines, dont ma mère. Je venais d'enterrer mon père, mes frères et mes oncles. Pour m'enfuir, je me suis cachée avec d'autres femmes puis nous sommes parties pour Mangaizé [site pour les personnes déplacées à l'intérieur du pays]. »



© UNICEF/UN28/0742/Tremécy

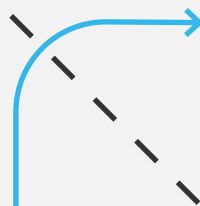
Le conflit armé a poussé près de 2,7 millions d'individus à fuir leurs terres pour gagner des camps de déplacés ou s'établir dans des communautés d'accueil vulnérables dans les trois pays. Au Burkina Faso, 8 % de la population ont été déplacés de force. Au Mali, le nombre d'enfants séparés des personnes qui s'occupent d'eux ou laissés sans la supervision d'un adulte a explosé au cours des déplacements de masse.



L'insécurité et les déplacements commencent désormais à s'étendre au-delà des frontières du Sahel central, mettant près de 4 millions d'enfants en danger dans quatre pays côtiers d'Afrique de l'Ouest : le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Togo.

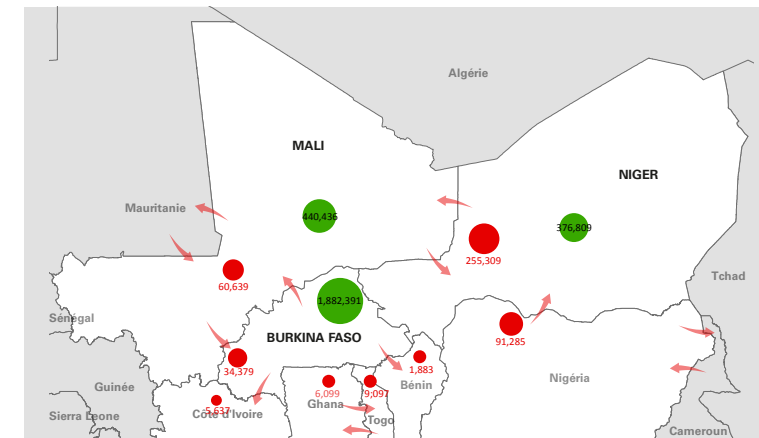
En 2022, au moins 172 incidents violents ont été signalés, y compris des attaques perpétrées par des groupes armés dans les zones des frontières nord respectives des quatre pays. Près de 16 % de la population du Bénin, pays qui a été le plus durement touché, sont désormais considérés comme étant en danger, suivis par 13 % au Togo et 11 % en Côte d'Ivoire. On craint par ailleurs que la crise ne s'étende à d'autres pays voisins.

La violence qui se propage depuis le Sahel central atteint des communautés isolées qui manquent d'infrastructures et de ressources, et où les enfants disposent déjà d'un accès très limité aux services essentiels à leur survie et leur protection. Par ailleurs, ces communautés extrêmement fragiles accueillent désormais un nombre croissant de familles qui fuient le conflit armé au Burkina Faso.



Plus de 20 000 Burkinabés déplacés de force, dont plus de la moitié étaient des enfants, ont franchi des frontières en 2022.

Carte 3 : **Réfugiés et mouvements de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays**, décembre 2022



Type d'événement : ● Réfugiés
● Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays
↔ Flux de réfugiés

Source : Portail de données du HCR

Dans la région du Haut Ghana oriental, située dans le nord du pays, le flux de familles fuyant le Burkina Faso continue à converger en périphérie du village de Sapelliga. Les conditions sont terribles, la plupart des familles vivant dans des abris en argile, en bois ou bâchés, et fortement surpeuplés. Zenabu explique qu'elle et ses cinq enfants se sentent en sécurité. « *Nous n'entendons aucun coup de feu.* »

Si l'ampleur des attaques armées dans les pays côtiers reste faible par rapport au Sahel central, la détérioration de la conjoncture actuelle rappelle la situation encore récente du Burkina Faso en 2018, une perspective glaçante étant donné que le pays est désormais le théâtre de l'une des crises humanitaires se propageant le plus rapidement au monde.

UNE MULTIPLICATION DES ATTAQUES CONTRE L'ÉDUCATION

Certains groupes armés opposés au système éducatif géré par l'État brûlent et pillent les établissements scolaires et menacent, enlèvent ou exécutent les enseignants. En 2022, plus de 8 300 écoles avaient fermé au Sahel central, soit parce qu'elles avaient été directement prises pour cible, et que les enseignants avaient fui, soit parce que les parents avaient été déplacés ou avaient peur d'y envoyer leurs enfants. Plus d'une école sur cinq au Burkina Faso a fermé et 30 % des établissements scolaires de la région de Tillabéri au Niger ne sont plus opérationnels en raison de l'insécurité.

Selon Oumar Moro, un directeur d'établissement, environ un cinquième des quelque 500 élèves de son école de Mopti soutenue par l'UNICEF, au Mali central, sont déplacés. Il explique qu'il doit souvent, avec l'équipe enseignante et dans les limites de leurs capacités, fournir un soutien psychologique aux enfants traumatisés afin que ceux-ci parviennent à se sentir suffisamment en sécurité pour étudier.

Il s'inquiète par ailleurs de l'aggravation de la crise. L'année dernière, son école a été menacée à trois reprises sur les médias sociaux. « En tant que parent, quand vous voyez cela, vous n'envoyez pas votre enfant à l'école », confie-t-il. Malgré les menaces, lui et les enseignants continuent de faire leur travail, qu'il décrit comme un devoir et un engagement. « Quand les enfants me voient, cela leur donne confiance. Mais si je ne viens pas à l'école, les enfants se diront : "Ils ont été menacés ! Le directeur n'est pas venu, et les enseignants non plus. Si je vais à l'école, je me sacrifie." »

Dans les pays côtiers, les répercussions sur les établissements scolaires, qui évoquent une fois encore la situation au Burkina Faso, au Mali et au Niger, semblent également s'intensifier. Ainsi, dans le nord du Bénin et du Togo, neuf écoles n'étaient plus en mesure d'accueillir leurs élèves ou avaient fermé leurs portes à la fin de l'année 2022 à cause de l'insécurité.

Foune Sanogo, 11 ans, a fui son village situé dans la région de Koro [Mali central]. « Ce soir-là, nous étions assis à la maison lorsque les bandits ont fait irruption. Les gens ont crié, se sont cachés dans leurs maisons et ont verrouillé les portes. Lorsque l'attaque s'est terminée, ma mère et mon père ont dit qu'il fallait fuir parce que c'était trop dangereux. Et c'est comme ça que nous sommes arrivés à Sévaré ».

« Quand les bandits sont arrivés, ils ont dit à tout le monde qu'ils tueraient toutes les personnes qui iraient à l'école. Tout le monde a eu peur et plus personne n'y est allé ».

Foune, désormais déplacée, est inscrite à l'école avec d'autres enfants qui ont également dû fuir la violence. Elle adore les mathématiques. Elle est première de sa classe et aimerait devenir pompier.



Les écoles situées le long des régions frontalières du nord des quatre pays accueillent en outre un nombre croissant d'enfants burkinabés. En Côte d'Ivoire, les enfants burkinabés déplacés peuvent fréquenter l'école primaire, même sans certificat de naissance.

Au Togo, plus de **400 enfants** ayant quitté le Burkina Faso ont trouvé une place dans des écoles locales avec le soutien de l'UNICEF, en plus des **1 800 enfants togolais** dont les écoles ont été fermées en raison de l'insécurité.



Sur les 243 enfants réfugiés âgés de 5 à 18 ans officiellement enregistrés à Tanguéta, dans le nord du Bénin, **seuls 76 fréquentaient l'école primaire fin 2022, et seulement trois d'entre eux, dont une fille, étaient inscrits en premier cycle du secondaire.** Même si la scolarisation est gratuite, la plupart des parents réfugiés n'ont pas les moyens de payer les livres, les uniformes ou le déjeuner.

Pour les jeunes adolescents réfugiés qui fuient le Burkina Faso, la priorité est de leur faire reprendre le chemin de l'école ou suivre une formation professionnelle. Certains n'ont pas franchi les portes d'une salle de classe depuis des années, car leurs établissements d'origine ont été fermés à cause de l'insécurité. Si quelques jeunes réfugiés travaillent dans les champs, la plupart sont complètement désœuvrés. « *Je m'inquiète, car ces jeunes garçons sont extrêmement exposés et s'ils ne reçoivent pas d'aide bientôt, ils risquent d'être recrutés [par des groupes armés], explique un travailleur social du nord du Bénin qui a souhaité rester anonyme. Les jeunes filles, quant à elles, sont cloîtrées à la maison* ».

L'IMPRÉVISIBILITÉ DU CLIMAT AGGRAVE LA MALNUTRITION

La crise du Sahel central se déroule dans l'une des régions de la planète les plus touchées par les changements climatiques et le manque d'eau. Les températures augmentent à un rythme 1,5 fois plus rapide que la moyenne mondiale.

Le niveau des nappes phréatiques a chuté et les puits doivent être creusés jusqu'à deux fois plus profondément qu'il y a dix ans. L'augmentation de l'urbanisation, des surfaces d'asphalte et de ciment et de la pollution plastique empêche également l'eau de s'infiltrer dans le sol. Enfin, l'afflux de personnes déplacées exerce une pression supplémentaire, laquelle engendre des tensions et des risques de protection pour les femmes et les enfants autour des points d'eau.

Parallèlement, les précipitations, devenues plus irrégulières et plus intenses, provoquent des inondations qui réduisent le rendement des cultures et contaminent les réserves d'eau déjà maigres, une situation qui contribue à aggraver des maladies telles que la pneumonie, qui peut être jusqu'à dix fois plus mortelle chez les enfants souffrant de malnutrition sévère.

En 2022, des inondations, les pires que la région ait connues depuis des années, ont endommagé ou détruit 38 000 foyers au Niger, pays qui se classe en septième position mondiale de l'Indice des risques climatiques pour les enfants établi par l'UNICEF. Cet indice est fondé sur l'exposition et la vulnérabilité des enfants aux chocs climatiques et environnementaux. La montée des eaux du fleuve Niger a atteint des niveaux qui n'avaient pas été constatés au centre du Mali depuis 1967, selon la Direction nationale de l'hydraulique.

L'évolution du climat prive les familles de leurs moyens de subsistance. Alors qu'un attentat mortel a forcé Fatah Bari, son mari

et leurs quatre enfants à quitter leur village du Mali, la jeune femme explique que même si le contexte sécuritaire venait à se stabiliser complètement, elle ne pourrait plus revenir, car la terre est asséchée, il n'y a plus assez d'herbe pour nourrir le bétail et elle n'a plus les moyens d'acheter de la nourriture pour ses animaux. Fatah Bari gagne désormais sa vie en vendant des épices et des légumes dans le camp de déplacés dans lequel elle réside. « *J'aimerais beaucoup rentrer, mais c'est impossible dans ces conditions, précise-t-elle. Et le pastoralisme, c'est tout ce que nous savons faire.* »

Du fait de la surpopulation et des mauvaises conditions d'hygiène dans les sites de personnes déplacées, les enfants courent un risque élevé d'être exposés à la fois à la malnutrition et à la maladie, une association se révélant particulièrement délétère pour leur santé. La dernière enquête nutritionnelle menée au Mali et publiée en septembre 2022 a ainsi révélé des taux de malnutrition aiguë globale supérieurs à 23 % dans les camps de déplacés de Mopti, bien au-delà du seuil d'urgence de 15 %. Kadidiatou Kone, infirmière dans un centre de santé soutenu par l'UNICEF à Mopti et desservant tant les communautés d'accueil que les familles déplacées, déclare avoir constaté une augmentation considérable du nombre de cas suspects de rougeole, une maladie potentiellement mortelle chez les enfants.

Le nord du Bénin est également soumis à des conditions météorologiques imprévisibles dues aux changements climatiques qui amenuisent le rendement des cultures et les réserves d'eau déjà rares. Une docteure travaillant dans un centre de nutrition soutenu par l'UNICEF déclare n'avoir jamais vu autant d'enfants ayant besoin d'un traitement vital en 14 ans d'expérience à l'hôpital. Ce nombre a plus que triplé entre 2020 et octobre 2022, passant de 250 à plus de 750.

Les enfants qui arrivent au centre de nutrition, parmi lesquels certains sont déplacés à cause de l'insécurité au Burkina Faso,



Enquête nutritionnelle menée au Mali en 2022

Seuil d'urgence

15 %

Malnutrition aiguë

23 % dans les camps de déplacés de Mopti

sont gravement malades. Ils souffrent d'émaciation sévère, la forme la plus mortelle de malnutrition, ainsi que de complications incluant de nombreuses maladies, dont le paludisme et des troubles respiratoires.

Les enfants les plus gravement atteints sont traités au moyen de lait thérapeutique et d'autres médicaments ou aliments fournis par l'UNICEF, tandis qu'une équipe à l'hôpital apprend aux mères à utiliser les produits disponibles localement tels que le soja ou la feuille de moringa, aux vertus très nutritives, pour nourrir leurs enfants chez elles.

Le nombre de cas de malnutrition atteint généralement son pic au cours de la période de soudure, avant les récoltes, mais ces trois dernières années, ces pics se sont transformés en un flux constant d'enfants souffrant d'émaciation sévère, selon le personnel médical.

UNE URGENGE AIGUË EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT AGGRAVÉE PAR UNE CRISE HUMANITAIRE

Avant la crise, les taux de mortalité dus à la malnutrition et aux maladies chez les enfants au Burkina Faso, au Mali et au Niger comptaient déjà parmi les plus élevés au monde, et ces trois pays se situaient dans les 10 derniers du classement de l'indice de développement humain, un indicateur composite qui mesure l'espérance de vie, le revenu et l'éducation depuis le début du siècle. Si l'urgence aiguë en matière de développement se poursuit aujourd'hui, celle-ci est désormais doublée d'une crise humanitaire dont l'intensification est l'une des plus rapides au monde.

Aujourd'hui, plus de la moitié des enfants âgés de 6 à 23 mois au Sahel central sont sujets à des carences alimentaires graves, ce qui signifie que leurs régimes sont constitués tout au plus de deux groupes alimentaires, souvent une céréale telle que le maïs ou le millet, et un peu de lait.

Parallèlement, les attaques menées contre l'éducation surviennent dans une région qui connaissait déjà une crise importante de l'apprentissage. Les taux nationaux de déscolarisation des enfants en âge de fréquenter l'école primaire et secondaire au Sahel central sont extrêmement élevés puisqu'ils atteignent 50 %, un chiffre bien supérieur à la moyenne de 29 % en Afrique subsaharienne et qui représente plus du triple de la moyenne mondiale de 16 %. Au Niger, près de trois élèves sur quatre achevant l'école primaire ne possèdent pas les compétences de base en lecture et en calcul.

Ces faibles résultats en matière d'éducation sont étroitement corrélés aux taux de mariage d'enfants et de fertilité enregistrés dans la région, qui sont les plus élevés au monde. Ainsi, trois femmes sur quatre âgées de 20 à 24 ans ont été mariées ou engagées dans une union civile avant l'âge de 18 ans au Niger, et au moins une sur deux au Burkina Faso et au Mali. Au Niger, les femmes ont près de sept enfants en moyenne.

Si, au cours des dernières décennies, les pays côtiers touchés par l'insécurité qui s'étend depuis le Sahel central ont réalisé des progrès réguliers dans l'amélioration du bien-être des enfants et le renforcement des services essentiels, les aidant ainsi à répondre aux besoins émergents, les enfants les plus durement touchés par la violence gagnant les zones frontalières du nord du Bénin, de la Côte d'Ivoire, du Ghana et du Togo se trouvent toujours en bas de l'échelle du développement dans leurs pays respectifs, et sont donc les moins susceptibles d'être en bonne santé, bien nourris et scolarisés, et les plus exposés au mariage précoce.



PERMETTRE AUX ENFANTS DE TOURNER LA PAGE DES CONFLITS ET DE LA PAUVRETÉ

Plus de dix millions d'enfants au Sahel central ont besoin d'une aide humanitaire en ce début d'année 2023, un chiffre qui a plus que doublé depuis 2020.

Si l'ampleur de la crise qui touche le Sahel central et qui est en train de se propager aux pays côtiers d'Afrique de l'Ouest appelle instamment au renforcement des interventions humanitaires, elle requiert également des investissements flexibles et à long terme en faveur du développement durable (lequel contribue à la consolidation

de la paix au sein des communautés), et en particulier en faveur des enfants. Il est ainsi indispensable d'augmenter substantiellement les investissements visant à élargir l'accès aux services essentiels et à la protection sociale afin de remédier aux causes sous-jacentes des conflits et de l'insécurité. La lutte contre ces facteurs sous-jacents, le renforcement des services sociaux et l'anticipation des crises sont en effet autant de mesures susceptibles d'aider les pays à bâtir des sociétés résilientes et dotées d'une forte cohésion sociale, qui permettront aux enfants de jouir de leurs droits et de réaliser leur plein potentiel.



L'UNICEF exhorte les gouvernements du Sahel central et des pays côtiers touchés, ainsi que les partenaires techniques et financiers, à hisser l'accès aux services essentiels et à la protection au rang des priorités afin d'ouvrir la voie vers la paix et la sécurité, notamment en :

- 1.**



Renforçant les capacités des travailleurs locaux, qui constituent les premiers intervenants en cas de crises et sont en mesure d'atteindre les enfants de manière constante, y compris dans les zones difficiles d'accès.
- 2.**



Soutenant en priorité les services de proximité en matière de nutrition, de santé, de protection de l'enfance et d'eau, d'assainissement et d'hygiène (EAH), notamment via la préparation et la formation aux situations d'urgences ; et la consolidation des mécanismes de protection de l'enfance dans les communautés afin d'anticiper les risques (nouveaux comme accrus), contribuer à les prévenir et y faire face. Conformément aux principes humanitaires, cet appui doit inclure les enfants issus de tous les groupes ethniques et cibler les plus vulnérables, y compris les filles et les enfants handicapés.
- 3.**



Améliorant la qualité et la disponibilité de l'éducation, de la formation et des opportunités génératrices de revenu qui sont cruciales pour protéger les adolescents, et en prévenant les mécanismes néfastes d'adaptation et de survie tels que l'exploitation sexuelle, le travail dangereux, le mariage d'enfants, la migration forcée et le recrutement dans des groupes armés.
- 4.**



Élargissant les programmes de protection sociale, tels que les transferts monétaires, en vue de préserver les familles et les enfants de la pauvreté, de les aider à surmonter les contraintes financières à l'accès aux services et aux biens, et de consolider leur résilience. Les systèmes nationaux de protection sociale doivent être en capacité d'assurer la continuité et l'expansion des programmes lors de la survenue d'un choc.
- 5.**



Donnant la possibilité aux communautés, en particulier aux clubs d'adolescents et de jeunes et aux organisations de femmes, de contribuer de manière significative à la conception et à la mise en œuvre des programmes.

L'UNICEF appelle toutes les parties à renforcer les protections pour les enfants touchés par le conflit armé. Cela implique de traiter les enfants associés à des groupes armés non étatiques, ou soupçonnés de l'être, comme des victimes et des survivants, et de confier dans les meilleurs délais les enfants détenus aux autorités civiles et aux acteurs de la protection de l'enfance.

L'UNICEF appelle toutes les parties au conflit à prendre part à un dialogue avec l'ONU afin de concevoir et de mettre en œuvre des plans d'action visant à prévenir les violations graves contre les enfants et à mettre fin à celles qui existent, mais aussi à faire en sorte que les auteurs répondent de leurs actes.



Toutes les parties au conflit ont une obligation morale et juridique fondamentale de protéger les enfants et les infrastructures desquelles ils dépendent pour leur survie, leur protection et leur éducation.

L'UNICEF exhorte l'ensemble des forces militaires et des groupes armés non étatiques à respecter l'espace humanitaire et à permettre un accès sûr et pérenne de l'aide humanitaire aux populations touchées.

L'UNICEF invite les parties prenantes engagées dans les activités de sécurité, de stabilisation, d'aide humanitaire et de développement à faire en sorte que leurs interventions et méthodes promeuvent l'intérêt supérieur de l'enfant, respectent le droit international humanitaire et protègent les communautés marginalisées. Les donateurs sont enjoins à accroître substantiellement les ressources et l'attention accordées à l'appui de l'action humanitaire et du développement, tout en mettant l'accent sur les services sociaux essentiels et la protection sociale. Les services qui tiennent compte des questions d'âge et de genre, en particulier ceux destinés aux survivant(e)s de violences sexuelles, ainsi que les programmes de convalescence et de réintégration, doivent également être déployés à plus large échelle.



© UNICEF/UN040841/Dejongh



© UNICEF/UN0643471/Diarassouba



L'intervention humanitaire globale au Sahel central demeure sous-financée de manière chronique, et critique. **En 2022, l'UNICEF n'a reçu qu'un tiers des 391 millions de dollars des États-Unis ciblés dans son appel pour le Sahel central.** L'UNICEF au Burkina Faso a reçu à peine plus d'un quart de sa demande de financement de 181 millions de dollars É.-U., tandis que **l'UNICEF au Niger n'a recueilli que 6 % des fonds requis pour les programmes de protection de l'enfance** en situation d'urgence. Enfin, au Mali, les programmes d'éducation et de santé ont reçu moins d'un quart des fonds nécessaires.

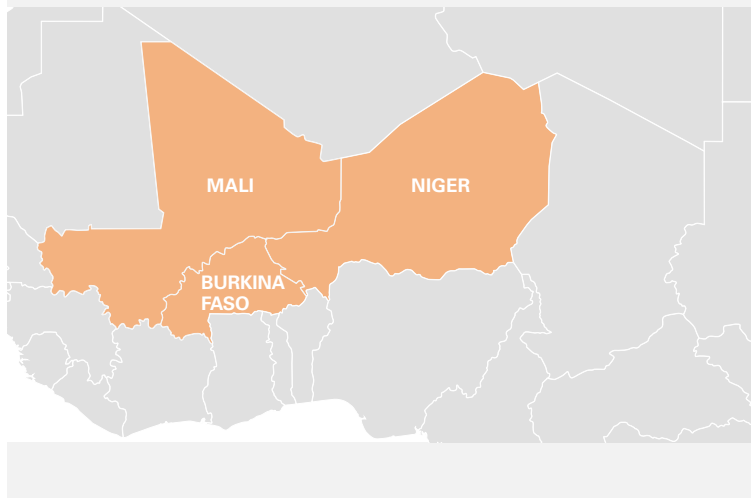


Pour que le Sahel central puisse mettre un terme aux crises chroniques et que les pays côtiers évitent une situation d'urgence imminente, la région doit, avec le plein soutien de la communauté internationale, permettre à cette génération d'enfants de tourner la page de la violence et de la pauvreté. À cette fin, le Sahel central doit disposer dès maintenant et à long terme d'une part bien plus importante de financements souples afin de renforcer sa résilience et sa cohésion sociale, au-delà des interventions d'urgence destinées à sauver des vies.

Aussi, l'UNICEF appelle la communauté internationale à mettre à disposition des financements suffisants, à long terme et à affectation souple, et à accorder la priorité aux mesures de prévention et de préparation dans le domaine de l'adaptation climatique, en vue de renforcer la robustesse des services d'intervention dans un contexte soumis à une instabilité et à une fragilité grandissantes.

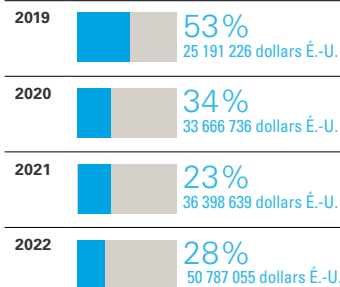
Certains des enfants les plus vulnérables de la planète sont confrontés aux effets les plus violents des conflits et du climat. Ils ont besoin d'un soutien urgent pour pouvoir contrer et atténuer l'impact des chocs imminents, ainsi que d'un bien plus grand nombre de choix et d'opportunités pour bâtir l'avenir auquel ils aspirent. Leur existence et la trajectoire de leurs nations respectives sont en jeu.

Tableau 1 : **Financement de l'aide humanitaire au Sahel central** pour la période 2019-2022

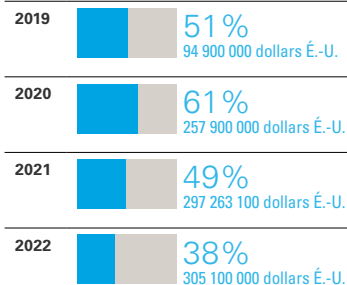


Burkina Faso

Action humanitaire pour les enfants

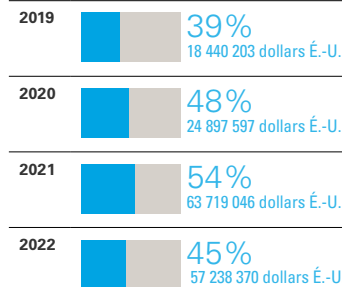


Plan de réponse humanitaire

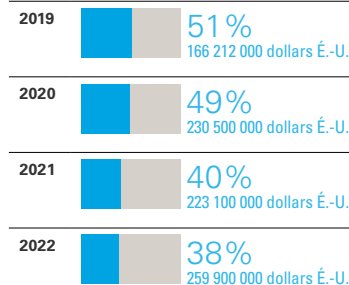


Mali

Action humanitaire pour les enfants

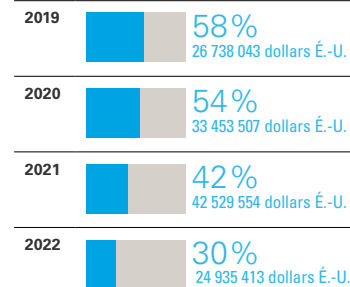


Plan de réponse humanitaire

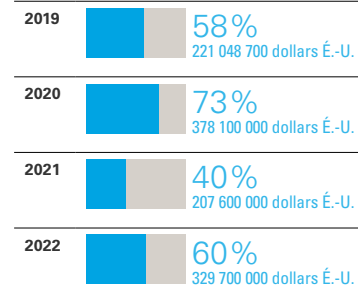


Niger

Action humanitaire pour les enfants



Plan de réponse humanitaire



Financements reçus Déficits de financement



L'ACTION DE L'UNICEF

L'UNICEF est doté d'une large empreinte opérationnelle au Burkina Faso, au Mali et au Niger : environ 580 membres du personnel sont présents dans les trois bureaux de pays et les 12 bureaux auxiliaires, dont certains dans les zones les plus instables.

Les bureaux de pays de l'UNICEF au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Ghana et au Togo s'efforcent de renforcer leur présence et d'investir dans la préparation aux situations d'urgence. Les quatre bureaux sont en train d'élargir leurs programmes dans les zones touchées, en coopération avec les autorités locales, les communautés et les ONG partenaires.



Alors que les besoins ne cessent d'augmenter et que l'accès est de plus en plus limité par l'insécurité, les priorités de l'UNICEF consistent notamment à :



Garantir la continuité des services

en investissant dans le renforcement des capacités des acteurs locaux qui connaissent le mieux les besoins et sont les mieux placés pour atteindre les enfants de manière constante. Il s'agit notamment des enseignants ainsi que des professionnels des secteurs de la santé, de la protection et de l'aide sociale, qui peuvent rapidement identifier les enfants non accompagnés, séparés de leur famille ou autrement vulnérables, faciliter la mise en place immédiate d'un soutien adapté et assurer le suivi régulier de leur prise en charge.

Les domaines de formation spécifiques comprennent notamment le dépistage, le traitement et surtout la prévention de la malnutrition, la fourniture des soins de santé essentiels, la prévention de la violence et la prise en charge des survivant(e)s. Des contrats conclus avec des entreprises locales facilitent l'accès aux services EAH dans les zones inaccessibles, tandis que les espaces temporaires d'apprentissage et la programmation par radio permettent d'atteindre les enfants qui ne peuvent pas se rendre à l'école.

En 2022, en coopération avec ses partenaires locaux, l'UNICEF au Mali a vacciné plus de 385 000 enfants contre la rougeole, soit près du double de l'objectif prévu pour l'ensemble de l'année, tandis qu'au Niger, l'UNICEF et ses partenaires ont fourni un traitement vital à 400 000 enfants atteints de malnutrition aiguë. Au Burkina Faso, l'organisation a fait bénéficier plus de 740 000 enfants déscolarisés d'un soutien en matière d'éducation et de compétences de la vie courante grâce à des programmes formels et informels incluant notamment l'enseignement par radio. Par ailleurs, plus de 80 partenaires locaux ont été formés aux principes humanitaires et aux évaluations multisectorielles à la suite de chocs tels que des attaques armées.



Renforcer la protection des enfants touchés par le conflit armé.

Une telle mesure suppose notamment le dialogue avec toutes les parties au conflit et la mise au point de plans d'action mesurables visant à prévenir et éliminer les violations graves contre les enfants, ainsi que de protocoles spécifiques, à l'image de ceux signés par le Burkina Faso, le Mali et le Niger sur le traitement et le transfert aux autorités civiles des enfants soupçonnés d'être associés à des groupes armés.

En coopération avec ses partenaires, l'UNICEF prend en charge de manière intensive et pendant plusieurs mois les enfants qui ont été libérés par des groupes armés ou qui ont souffert d'autres violations de leurs droits, et leur fournit un appui à la réintégration dans leurs familles et communautés. L'organisation s'attache par ailleurs à réunir les enfants séparés de leur famille et non accompagnés avec leurs proches ou à leur fournir une protection de remplacement adaptée.

En 2022, en collaboration avec ses partenaires locaux, l'UNICEF au Mali a fait bénéficier plus de 440 enfants libérés par des forces ou groupes armés d'un soutien en matière de protection ou de réintégration. Plus de 2 000 enfants non accompagnés ou séparés de leur famille ont pu être réunis avec leurs proches ou se sont vu proposer une protection de remplacement adaptée, un résultat bien supérieur à l'objectif fixé visant à atteindre 1 200 enfants pour l'ensemble de l'année.

Le plaidoyer systématique, associé à des formations pour le personnel judiciaire et militaire, a permis une réelle transformation de la perception des enfants entraînés dans les conflits en tant que victimes et survivants, par opposition aux combattants adultes. Une proportion croissante d'enfants capturés au cours d'opérations militaires est désormais systématiquement confiée aux acteurs de la protection des civils.



Alors que les besoins ne cessent d'augmenter et que l'accès est de plus en plus limité par l'insécurité, les priorités de l'UNICEF consistent notamment à :



Mettre à disposition des services résilients au climat et aux conflits

y compris des systèmes de stockage pour l'eau et les vaccins alimentés par énergie solaire, qui permettent de garantir la continuité des services malgré les coupures fréquentes d'électricité. Les nouveaux systèmes d'approvisionnement en eau mis en place disposent de vastes capacités de stockage et de robinets multiples, et minimisent les tensions et les risques en matière de protection en augmentant le volume d'eau disponible et en réduisant le temps de puisage. Les nouveaux réfrigérateurs permettent de réduire le temps passé à essayer de préserver les vaccins au cours des coupures d'électricité. Ces nouvelles installations permettent de réaliser d'importantes économies.

Ainsi, depuis 2021, au Mali, l'UNICEF a construit en coopération avec des contractants locaux 164 systèmes d'approvisionnement en eau alimentés par énergie solaire, qui permettent de desservir plus de 370 000 personnes. La majorité de ces systèmes ont été construits dans le nord et le centre du pays, deux régions touchées par les conflits et souffrant d'importantes pénuries d'eau. Au niveau de la frontière ivoirienne avec le Burkina Faso, l'UNICEF a réparé des pompes manuelles, installé de nouveaux forages et construit une pompe solaire, afin de desservir la communauté, l'école, le centre de santé et le poste de contrôle sanitaire de Laléraba.



Mobiliser les jeunes

et les doter de compétences pour améliorer la qualité de vie, renforcer l'employabilité et consolider la paix au sein de leurs communautés. L'objectif est de permettre aux jeunes de faire activement partie de la solution en étant inclus en tant qu'agents du changement dans la conception et la mise en œuvre des programmes, qu'il s'agisse de trouver des moyens de contourner les contraintes d'accès, ou de faire en sorte que les familles enregistrent leurs enfants à la naissance et surveillent leur état nutritionnel et leur statut vaccinal.

Au Bénin, plus de 4 700 adolescents des régions frontalières du nord ont ainsi été formés pour devenir éducateurs et éducatrices pour leurs pairs, et fournir des informations fiables sur le mariage d'enfants, les grossesses précoces, le harcèlement sexuel et les violences sexuelles, ainsi que des ressources sur les endroits où chercher de l'aide. Plus de 450 jeunes extrêmement vulnérables identifiés comme à risque de recrutement ont bénéficié de financements d'amorçage, de programmes d'apprentissage et de matériel pour les aider à lancer leurs propres entreprises et coopératives.

En Côte d'Ivoire, conformément au Programme social du Gouvernement, l'UNICEF œuvre à renforcer la résilience dans le nord-est du pays, notamment en promouvant les « jeunes ambassadeurs pour la paix » et les dialogues intergénérationnels. Une centaine de jeunes ont ainsi pu atteindre à leur tour plus de 4 000 autres adolescents et jeunes.



Distribuer des fournitures vitales

dans les zones difficiles d'accès, par tous les moyens nécessaires (par voie aérienne, par les services de transports locaux, par bateau et même par tricycle). En 2022, le mécanisme de l'UNICEF au Burkina Faso portant sur les interventions rapides et la résilience des communautés a, en coopération avec les partenaires locaux, atteint près de 200 000 personnes vivant dans des zones caractérisées par des contraintes d'accès majeures. L'UNICEF au Niger a fait parvenir des fournitures d'urgence à plus de 60 000 personnes déplacées en raison de l'insécurité ou des inondations. L'UNICEF encourage également de manière proactive la production locale d'aliments nutritionnels, par l'intermédiaire d'interventions visant à influencer les marchés, en vue de réduire la dépendance envers les chaînes d'approvisionnement externes.

**Pour plus
d'informations,
veuillez
contacter :**

Nicola Bennett

Conseiller régional pour les
situations d'urgence
Bureau régional pour l'Afrique
de l'Ouest et centrale

Courriel :
nbennett@unicef.org

John James

Spécialiste en communication
(Situations d'urgence)
Bureau régional pour l'Afrique
de l'Ouest et centrale

Courriel :
jjames@unicef.org